

Espaces et sociétés
Appel à articles pour le dossier thématique
L'espace public chinois, un espace en partage ?

Coordonné par Olivier Chadoin, Jérémy Cheval et Nicolas Idier

L'urbanisation chinoise de ces dernières décennies fascine et interroge par sa démesure, par la rapidité et parfois même la radicalité des changements qu'elle porte. Entre villes nouvelles de grande échelle, village urbain et migrations urbaines, quartiers anciens (hutong) et villes standardisées, développement de la surveillance de masse comme déclinaison sécuritaire de la *smart city*... La « ville *made in China* » (Doulet, 2013), qu'elle soit perçue comme l'expression du cauchemar urbain ou comme « attracteur du monde contemporain » (Lussault, 2019), est devenue un symbole de puissance tout autant que de fragilité. Pékin, Shanghai, Hong Kong, Shenzhen, Canton, Chongqing, Wuhan... sont toutes des villes internationales dont l'image a une influence remarquable. La perception que l'on en a, aussi bien que leur analyse, est cependant menacée par le piège des stéréotypes et des lectures géocentrées du phénomène urbain. En effet, cette urbanisation ne se réalise pas seulement selon le schéma d'une parfaite planification par un pouvoir volontiers dirigiste. Malgré le mode de gouvernance propre au régime politique national, on observe en Chine une hétérogénéité de situations urbaines locales et régionales. Les différentes tensions entre les volontés de normalisation, les pratiques sociales, les développements informels (Cheval, 2019 ; Descamps, 2019), mais encore le développement des démarches participatives et collaboratives (Lin, 2022) révèlent une situation complexe qu'il faut éclairer par des observations et des analyses détaillées.

C'est à partir de ces constats et préventions qu'*Espaces et Sociétés* interroge la ville et l'urbanisation chinoise, depuis une notion à la fois singulière et paradoxale en Chine : l'espace public. Le titre de cet appel à article, « L'espace public chinois, un espace en partage ? » interroge, d'une part, la définition propre de l'espace public chinois, qui connaît des changements très rapides, et, d'autre part, sa capacité à être « en partage » localement et internationalement. La Chine urbaine du XXI^e siècle a en effet évolué selon deux directions, parfois inverses, entre internationalisation et souveraineté. Si le régime politique chinois est caractérisé par une stabilité à l'épreuve des crises et des mutations intérieures, le phénomène urbain est toutefois marqué par différentes périodes et événements récents qui scandent son évolution : l'entrée du pays dans l'Organisation mondiale du commerce en 2001, les Jeux olympiques de Pékin en 2008, l'Exposition universelle de Shanghai en 2010, le lancement du programme de Nouvelle route de la soie (Belt and Road Initiative) en 2013, ou encore le début de la crise sanitaire à Wuhan en 2019 et la déclinaison urbaine de la politique Zéro-Covid. En d'autres termes, le rythme de son développement urbain a des conséquences visibles sur les dynamiques sociospatiales et sur l'évolution des règles et des normes dans l'espace public chinois. Si les liens entre espaces et société ont été analysés par le prisme de la fabrique de la société civile (Veg, 2009 ; Thireau, 2020), de la toponymie (Zhang 2001, Qian 2014), des processus de transformations sociaux et urbains (Cheval 2018) ou encore par la sensorialité (Frangville *et al.*, 2020 ; Bellot 2020), ils demeurent assez peu étudiés sous l'angle des représentations (Valjakka et Wang, 2018). Ce numéro invite ainsi à une mise en perspective critique des perceptions et des représentations du rapport dynamique entre espace et société à travers les espaces publics en Chine.

L'espace public chinois (*gonggong kongjian*, 公共空间) est généralement dépourvu de cette composante pourtant essentielle dans l'acception occidentale qu'est la sphère publique

(Habermas, 1978 ; Chye, 2008 ; Paquot, 2009). Jusqu'au XX^e siècle, la qualification des espaces dans les villes, les temples et les maisons, se déployait par une gradation allant du public au privé, en passant par des espaces appelés « semi-publics » et « semi-privés ». Au XXI^e siècle, dans la ville chinoise contemporaine, chacune de ces qualifications se rejoignent dans ce que l'on nomme l'« espace partagé » (Sanjuan, 2016 ; Cheval, 2018) (*gongxiang kongjian* 共享空间 ou *heyong kongjian* 合用空间). Qu'il s'agisse de rues, d'allées, d'impasses, de parcs, de places, de cours, de halls, de couloirs, de cuisines, de parkings, tous ces lieux se sont démultipliés ou réduits dans les villes. Ils sont symboles de transformations, de mouvements et d'interactions (Gaubtaz, 2008 ; Graezer-Bideau, 2012), héritiers d'une définition de l'espace public par la vibration de la rue (Pirazzoli-t'Serstevens, 1970) et non de la place, elle-même héritière de l'agora dans les représentations européennes. Aussi les interprétations historiques de la ville chinoise (Gabbiani, 2011) interrogent sans cesse les représentations mentales que l'on s'en fait.

Les espaces partagés n'échappent pas aux enjeux urbains complexes du renouvellement, de la gestion, de la maintenance et du développement durable (Idier, 2010 ; Douay, 2017). La définition des propriétés foncières et les politiques de planification ont massivement influencé leur transformation ou leur disparition, ajoutant ou interdisant diverses activités et droits d'usages. Ainsi, l'analyse des espaces publics ne peut ignorer les mécanismes de partage qu'ils enclenchent (Rouilleau-Berger, 2017). Ils se définissent spatialement par l'évolution des limites et des seuils dans le temps entre l'informel et la planification contrôlée, évoluant entre acceptation, résistance ou effacement. Ces phénomènes spatiaux témoignent également des tensions et des relations sociales entre les acteurs, les occupants, les passants, et les différents niveaux de gouvernances (Gransow, 2014). On retrouve dans ces lieux des modes d'inclusion et d'exclusion sociales, tout comme différents rapports de pouvoir. Ils interrogent les déséquilibres de l'allocation des ressources et la distribution des avantages comme partout dans le monde. À partir de ces orientations, nous proposons deux axes de travail pour ce numéro.

Le premier axe interroge les catégories d'analyse, et les représentations qui y sont associées, des rapports entre espaces et sociétés : peut-on parler aujourd'hui d'un espace public paradoxal dans la ville chinoise ? Quels sont les usages, pratiques et significations d'un tel espace ? Comment interroger ou adapter les catégories que nous utilisons pour comprendre ces lieux ? Quelles sont les différentes catégories d'« habitants » et d'« usagers » de la ville chinoise et quelles sont leurs interactions ? Comment interroger, adapter, les catégories occidentales que nous utilisons pour comprendre ces lieux ? Quels rôles peuvent-ils jouer dans la perception de la ville chinoise et sur les représentations et visions de l'urbanisation internationale ? Une pensée ou une représentation urbanistique de ce que « devraient être » ces lieux est-elle repérable ?

Le deuxième axe éclaire ce que signifie « faire avec » l'espace public dans la ville chinoise : comment les changements sociaux et urbains en cours entrent-ils en tension ou en négociation avec ces pratiques et ces différents sens de l'espace public ? Cet axe peut être abordé au moins à deux niveaux : celui de la ville « vécue », celle des pratiques et des usages sociaux d'une part et celui de la ville « conçue », celle des mécanismes et des logiques de production, d'autre part. Que signifie « habiter l'espace public » de la ville chinoise pour ses habitants ? Comment le développement des technologies de surveillance et de contrôle modifie-t-il en particulier le cours des interactions sociales et des usages ? Comment les dynamiques de la gouvernance intérieure se traduisent-elles dans les espaces partagés ? Comment les mobilisations habitantes ou encore les singularités locales infléchissent-elles ou non la conception et la réalisation des espaces publics ? Est-ce que tous les lieux recevant du public relèvent d'un seul et même

système de régulation ? Quel rôle jouent le commerce et l'économie dans la publicisation de l'espace ? L'espace public est-il aussi un espace culturel et artistique ? Et enfin, où se situent les marges d'exclusion et les seuils de rupture – physiques ou imaginaires – d'un tel espace ?

Il sera donc essentiel que les contributions proposées abordent la question même de l'usage et des définitions des termes « espace public » ou « espace partagé » dans le contexte chinois. Les propositions pourront prendre plusieurs formes : soit des analyses centrées sur des lieux, des situations, des pratiques et des faits, mais aussi sur des itinéraires biographiques, qui permettront de rendre compte des enjeux et des modes d'existence de l'espace public chinois ; soit des approches critiques et théoriques, voire des questionnements épistémologiques, dans la mesure où la notion d'espace public dans le contexte de la ville chinoise et ses usages scientifiques restent à examiner. Enfin, les contributions permettant de croiser les regards et d'en déduire les enjeux comparatifs seront appréciées.

PROPOSITION COMPLÉMENTAIRE pour ce numéro : un entretien avec un, ou des, écrivain chinois.

BIBLIOGRAPHIE

- BELLOT Marie, 2020, « Public space and affect: Political sensibilities, biographical narratives and emotional framing in China », *Civilisations*, vol. 69, p. 81-101.
- CHEVAL Jérémy, 2018, *Shanghai Shikumen Lilong, socio-spatial transformations of human settlement: appropriations in shared spaces beyond destruction*, thèse de doctorat en architecture et urbanisme, université Paris-Est-Tongji university (Shanghai).
- 2019, dossier « La Chine oriente », *Tous Urbains*, n° 27-28.
- CHYE Kiang Heng, 2008, « Chinese public space: A brief account », in Douglass Mike, Ho Kong, Ooi Giok Ling, *Globalization, the City and Civil Society un Pacific Asia. The social production of civic spaces*, Londres-New York, Routledge, p. 79-104.
- DESCAMP Jérémie, 2019, « Du conflit à l'institutionnalisation, le participatif comme pratique urbaine à Pékin », *Tous urbains*, n° 27-28, p. 76-80.
- DOUAY Nicolas (dir.), 2017, dossier « Urbanisme en Chine », *Perspectives chinoises*, vol. 1.
- DOULET Jean-François, 2013, *La ville made in China*, Paris, Ed. B2.
- FRANGVILLE Vanessa, PETIT Pierre, RICHAUD Lisa, 2020, « Public spaces in late socialist East Asia: Interactions, performativity, citizenship », *Civilisations*, vol. 69, p. 11-31.
- FRANGVILLE Vanessa, GAFFRIC Gwennael, 2021, *China's Youth Cultures and Collective Spaces. Creativity, Sociality, Identity and Resistance*, Londres, Routledge.
- GABBIANI Luca, 2011, *Pékin à l'ombre du Mandat céleste – Vie quotidienne et gouvernement urbain sous la dynastie Qing (1644-1911)*, Paris, éditions de l'EHESS.
- GAUBATZ Piper, 2008, « Les nouveaux espaces publics en Chine urbaine », *Perspectives chinoises*, vol. 4 [URL : <http://journals.openedition.org/perspectiveschinoises/5143>, consulté le 13 mars 2023].
- GRAEZER-BIDEAU Florence, 2012, *La danse du yangge Culture et politique dans la Chine du XX^e siècle*, Paris, La Découverte.
- GRANSOW Bettina (dir.), 2014, dossier « Espaces urbains contestés, quel droit à la ville ? », *Perspectives chinoises*, vol. 2.
- HABERMAS Jürgen, 1978 [1962], *L'espace public : archéologie de la publicité comme dimension constitutive de la société bourgeoise*, Paris, Payot.
- IDIER Nicolas, 2010, *Shanghai. Histoire, promenades, anthologie et dictionnaire*, Paris, Robert Laffont.

- LIN Yanliu, 2022, « Rethinking collaborative planning in China: Does the communicative or agonistic planning theory matter? », *Planning Theory*, vol. 0, n° 0 [DOI : <https://doi.org/10.1177/14730952221122283>].
- LUSSAULT Michel, 2019, « La chine urbaine. Un attracteur du monde contemporain », *Tous urbains*, n° 27-28, p. 42-50.
- PAQUOT Thierry, 2009, *L'espace public*, Paris, La Découverte.
- PIRAZZOLI-T'SERSTEVENS Michèle, 1970, *CHINE, Architecture universelle*, Fribourg, Office du livre.
- QIAN Junxi, 2014, « From performance to politics? Constructing public and counter public in the singing of red songs », *European Journal of Cultural Studies*, vol. 17, n° 5, p. 602-628.
- ROULLEAU-BERGER Laurence, 2017, « Temporalités, espaces et Individu compressé en Chine », *Temporalités*, vol. 26 [DOI : <https://doi.org/10.4000/temporalites.3819>].
- SANJUAN Thierry, 2013, « Les nouvelles trames de l'espace chinois : campagnes, villes et métropolisation (entretien avec Pierre Clément dans la table ronde organisé par Thierry Sanjuan) », *Urbanité*.
- THIREAU Isabelle, 2020, *Des lieux en commun. Une ethnographie des rassemblements publics en Chine*, Paris, Éditions de l'EHESS.
- VALJAKKA Minna, WANG Meiqin (dir.), 2018, *Visual Arts, Representations and Interventions in Contemporary China: Urbanized Interfaces*, Amsterdam, Amsterdam University Press.
- VEG Sebastian, 2009, *Fictions du pouvoir chinois : Littérature, modernisme et démocratie au début du XX^e siècle*, Paris, Éditions de EHESS.
- ZHANG Li, 2001, *Strangers in the city: Reconfigurations of space, power, and social networks within China's floating population*, Stanford, Stanford University Press

COORDINATION DU DOSSIER

Olivier Chadoin, Jérémy Cheval et Nicolas Idier

CALENDRIER

envoi des articles au plus tard **le 6 novembre 2023**

ADRESSE POUR LA CORRESPONDANCE

exclusivement en version électronique par courriel aux trois adresses suivantes :

olivier.chadoin@bordeaux.archi.fr ; jeremycheval@hotmail.com ; idier.chine@gmail.com

Les auteurs qui s'interrogent sur la pertinence de leur proposition peuvent contacter les coordinateurs

ATTENTION

La revue n'accepte pas de propositions d'articles, mais des articles complets.

Les articles ne dépassent pas 45 000 signes (espaces comprises) en incluant : texte, notes, références bibliographiques, annexes, mais hors résumés et mots clés.

Les normes de présentation et les conseils aux auteurs sont disponibles sur le site de la revue :

https://www.editions-eres.com/uploads/documents/conditionsPublication/201906112815eas_normes-editoriales-a-consignes-auteurs_07.11.18_diffusion.pdf

La revue rappelle que tout auteur peut lui adresser, à tout moment, un article hors dossier, si celui-ci concerne le rapport espaces, territoires et populations au sens large et s'il respecte les normes de publication.

Convocatoria de artículos para el monográfico

El espacio público chino, ¿un espacio compartido?

Coordinado por Olivier Chadoin, Jérémy Cheval y Nicolas Idier

La urbanización china de las últimas décadas fascina e interpela por su desmesura, por la rapidez y a veces incluso por la radicalidad de los cambios que conlleva. Entre nuevas ciudades de gran escala, aldeas urbanas y migraciones urbanas, barrios antiguos (hutongs) y ciudades estandarizadas, el desarrollo de la vigilancia masiva como versión securitaria de la *smart city*... La "ciudad made in China" (Doulet, 2013), ya sea percibida como expresión de la pesadilla urbana o como "atractor del mundo contemporáneo" (Lussault, 2019), se ha convertido en un símbolo de poder tanto como de fragilidad. Pekín, Shanghái, Hong Kong, Shenzhen, Canton, Chongqing, Wuhan... son ciudades internacionales cuya imagen tiene una influencia notable. La percepción que tenemos de ellas, así como su análisis, se ven amenazados, sin embargo, por la trampa de los estereotipos y las lecturas geocéntricas del fenómeno urbano. De hecho, esta urbanización no sólo se lleva a cabo solamente según el esquema de una perfecta planificación por un poder con afán intervencionista. A pesar del modo de gobernanza propio del régimen político nacional, se observa en China una heterogeneidad de situaciones urbanas locales y regionales. Las diversas tensiones entre la voluntad de normalización, las prácticas sociales, los desarrollos informales (Cheval, 2019; Descamps, 2019) pero también el desarrollo de enfoques participativos y colaborativos (Lin, 2022) revelan una situación compleja que es necesario aclarar mediante observaciones y análisis detallados.

A partir de estas observaciones y elementos previos, *Espaces et Sociétés* examina la ciudad y la urbanización chinas, desde la perspectiva de una noción a la vez singular y paradójica en China: el espacio público. El título de esta convocatoria de artículos, "El espacio público chino, ¿un espacio compartido?", cuestiona, por un lado, la definición misma del espacio público chino, que está experimentando cambios muy rápidos, y, por otro, su capacidad para ser "compartido" a escala local e internacional. La China urbana del siglo XXI ha evolucionado, de hecho, en dos direcciones, a veces contrapuestas, entre la internacionalización y la soberanía. Aunque el sistema político chino se caracteriza por una estabilidad a prueba de crisis y cambios internos, el fenómeno urbano está, sin embargo, marcado por diferentes periodos y acontecimientos recientes que marcan su evolución: la entrada del país en la Organización Mundial del Comercio en 2001, los Juegos Olímpicos de Pekín en 2008, la Exposición Universal de Shanghái en 2010, el lanzamiento del programa de la Nueva ruta de la seda (Belt and Road Initiative) en 2013, o también el inicio de la crisis sanitaria en Wuhan en 2019 y el desarrollo urbano de la política de Cero-Covid. En otras palabras, el ritmo de su desarrollo urbano tiene consecuencias visibles en las dinámicas socioespaciales y en la evolución de las reglas y normas en el espacio público chino. Aunque los vínculos entre espacios y sociedad han sido analizados bajo el prisma de la fábrica de la sociedad civil (Veg, 2009; Thireau, 2020), de la toponimia (Zhang 2001, Qian 2014), de los procesos de transformación sociales y urbanos (Cheval 2018) o incluso la sensorialidad (Frangville et al., 2020; Bellot 2020), siguen siendo bastante poco estudiados desde la perspectiva de las representaciones (Valjakka y Wang, 2018). Este número invita, así pues, a adoptar una perspectiva crítica sobre las percepciones y las representaciones de la relación dinámica entre espacio y sociedad a través de los espacios públicos en China.

El espacio público chino (*gonggong kongjian*, 公共空间) está generalmente desprovisto de esta componente que es, sin embargo, esencial en la acepción occidental: la esfera pública (Habermas, 1978; Chye, 2008; Paquot, 2009). Hasta el siglo XX, la calificación de los espacios en las ciudades, los templos y las casas se desplegaba a través de una gradación que iba desde lo público hasta lo privado, pasando por espacios llamados "semipúblicos" y "semiprivados". En el siglo XXI, en la ciudad china contemporánea, todas estas calificaciones confluyen en lo que se denomina "espacio compartido" (Sanjuan, 2016; Cheval, 2018) (*gongxiang kongjian* 共享空间 o *heyong kongjian* 合用空间). Calles, avenidas, callejones sin salida, parques, plazas, patios, vestíbulos, pasillos, cocinas o aparcamientos, todos estos lugares se han multiplicado o reducido en las ciudades. Son símbolos de transformaciones, de movimiento y de interacciones (Gaubtaz, 2008; Graezer-Bideau, 2012), herederos de una definición del espacio público por la vibración de la calle (Pirazzoli-t'Serstevens, 1970) y no de la plaza, heredera a su vez del ágora en las representaciones europeas. También las interpretaciones históricas de la ciudad china (Gabbiani, 2011) cuestionan sin cesar las representaciones mentales que nos hacemos de ella.

Los espacios compartidos no escapan a los complejos asuntos urbanos de la remodelación, la gestión, el mantenimiento y el desarrollo sostenible (Idier, 2010; Douay, 2017). La definición de las propiedades del suelo y las políticas de planificación han influido masivamente en su transformación o desaparición, añadiendo o prohibiendo diversas actividades y derechos de uso. Así, el análisis de los espacios públicos no puede ignorar los mecanismos de compartición que desencadenan (Roulleau-Berger, 2017). Se definen espacialmente por la evolución en el tiempo de los límites y umbrales entre la informalidad y la planificación controlada, evolucionando entre la aceptación, la resistencia o la eliminación. Estos fenómenos espaciales testimonian también tensiones y relaciones sociales entre actores, ocupantes, transeúntes y diferentes niveles de gobernanza (Gransow, 2014). Encontramos en estos lugares modos de inclusión y exclusión sociales, así como diferentes relaciones de poder. Cuestionan los desequilibrios en la asignación de recursos y la distribución de los beneficios, como en todas partes del mundo. A partir de estas orientaciones, proponemos dos ejes de trabajo para este número.

El primer eje cuestiona las categorías de análisis —y las representaciones asociadas a ellas— de las relaciones entre espacios y sociedades: ¿podemos hablar hoy de un espacio público paradójico en la ciudad china? ¿Cuáles son los usos, prácticas y significados de ese espacio? ¿Cómo cuestionar o adaptar las categorías que utilizamos para comprender esos lugares? ¿Cuáles son las diferentes categorías de "habitantes" y de "usuarios" de la ciudad china y cuáles son sus interacciones? ¿Cómo cuestionar o adaptar las categorías occidentales que utilizamos para entender estos lugares? ¿Qué papel pueden desempeñar en la percepción de la ciudad china y en las representaciones y visiones de la urbanización internacional? ¿Es posible identificar un pensamiento o una representación urbanística de lo que "deberían ser" estos lugares?

El segundo eje arroja luz sobre lo que significa "hacer con" el espacio público en la ciudad china: ¿cómo los cambios sociales y urbanos en marcha entran en tensión o negociación con las prácticas y los diferentes significados del espacio público? Este eje puede ser abordado al menos a dos niveles: el de la ciudad "vívica", la de las prácticas y usos sociales, por un lado, y el de la ciudad "concebida", la de los mecanismos y lógicas de producción, por otro. ¿Qué significa "habitar el espacio público" de la ciudad china para sus habitantes? ¿Cómo el desarrollo de las tecnologías de vigilancia y control modifica, en particular, el curso de las interacciones y usos sociales? ¿Cómo las dinámicas de la gobernanza interior se traducen en

espacios compartidos? ¿Cómo las movilizaciones de los habitantes o las singularidades locales influyen o no en la concepción y la realización de los espacios públicos? Los espacios públicos que reciben público, ¿se rigen por un solo sistema de regulación igual para todos? ¿Qué papel juegan el comercio y la economía en el hacer público el espacio? ¿Es el espacio público también un espacio cultural y artístico? Y, por último, ¿dónde están los márgenes de exclusión y los umbrales de ruptura —físicos o imaginarios— en dicho espacio?

Por tanto, será esencial que las contribuciones propuestas aborden la cuestión misma del uso y de las definiciones de los términos "espacio público" o "espacio compartido" en el contexto chino. Las propuestas podrán adoptar varias formas: o bien análisis centrados en lugares, situaciones, prácticas y hechos, o incluso itinerarios biográficos que permitan dar cuenta de los problemas y los modos de existencia del espacio público chino; o bien enfoques críticos y teóricos, o incluso cuestionamientos epistemológicos, en la medida en que la noción de espacio público en el contexto de la ciudad china y sus usos científicos siguen estado poco investigados. Por último, serán muy apreciadas las contribuciones que permitan cruzar perspectivas y deducir aspectos comparativos.

PROPUESTA COMPLEMENTARIA para este número: una entrevista con uno o varios escritores chinos.

BIBLIOGRAFÍA

- BELLOT Marie, 2020, « Public space and affect: Political sensibilities, biographical narratives and emotional framing in China », *Civilisations*, vol. 69, p. 81-101.
- CHEVAL Jérémy, 2018, *Shanghai Shikumen Lilong, socio-spatial transformations of human settlement: appropriations in shared spaces beyond destruction*, thèse de doctorat en architecture et urbanisme, université Paris-Est-Tongji university (Shanghai).
- 2019, dossier « La Chine oriente », *Tous Urbains*, n° 27-28.
- CHYE Kiang Heng, 2008, « Chinese public space: A brief account », in Douglass Mike, Ho Kong, Ooi Giok Ling, *Globalization, the City and Civil Society un Pacific Asia. The social production of civic spaces*, Londres-New York, Routledge, p. 79-104.
- DESCAMP Jérémie, 2019, « Du conflit à l'institutionnalisation, le participatif comme pratique urbaine à Pékin », *Tous urbains*, n° 27-28, p. 76-80.
- DOUAY Nicolas (dir.), 2017, dossier « Urbanisme en Chine », *Perspectives chinoises*, vol. 1.
- DOULET Jean-François, 2013, *La ville made in China*, Paris, Ed. B2.
- FRANGVILLE Vanessa, PETIT Pierre, RICHAUD Lisa, 2020, « Public spaces in late socialist East Asia: Interactions, performativity, citizenship », *Civilisations*, vol. 69, p. 11-31.
- FRANGVILLE Vanessa, GAFFRIC Gwennael, 2021, *China's Youth Cultures and Collective Spaces. Creativity, Sociality, Identity and Resistance*, Londres, Routledge.
- GABBIANI Luca, 2011, *Pékin à l'ombre du Mandat céleste – Vie quotidienne et gouvernement urbain sous la dynastie Qing (1644-1911)*, Paris, éditions de l'EHESS.
- GAUBATZ Piper, 2008, « Les nouveaux espaces publics en Chine urbaine », *Perspectives chinoises*, vol. 4 [URL : <http://journals.openedition.org/perspectiveschinoises/5143>, consulté le 13 mars 2023].
- GRAEZER-BIDEAU Florence, 2012, *La danse du yangge Culture et politique dans la Chine du XX^e siècle*, Paris, La Découverte.

- GRANSOW Bettina (dir.), 2014, dossier « Espaces urbains contestés, quel droit à la ville ? », *Perspectives chinoises*, vol. 2.
- HABERMAS Jürgen, 1978 [1962], *L'espace public : archéologie de la publicité comme dimension constitutive de la société bourgeoise*, Paris, Payot.
- IDIER Nicolas, 2010, *Shanghai. Histoire, promenades, anthologie et dictionnaire*, Paris, Robert Laffont.
- LIN Yanliu, 2022, « Rethinking collaborative planning in China: Does the communicative or agonistic planning theory matter? », *Planning Theory*, vol. 0, n° 0 [DOI : <https://doi.org/10.1177/14730952221122283>].
- LUSSAULT Michel, 2019, « La chine urbaine. Un attracteur du monde contemporain », *Tous urbains*, n° 27-28, p. 42-50.
- PAQUOT Thierry, 2009, *L'espace public*, Paris, La Découverte.
- PIRAZZOLI-T'SERSTEVENS Michèle, 1970, *CHINE, Architecture universelle*, Fribourg, Office du livre.
- QIAN Junxi, 2014, « From performance to politics? Constructing public and counter public in the singing of red songs », *European Journal of Cultural Studies*, vol. 17, n° 5, p. 602-628.
- ROULLEAU-BERGER Laurence, 2017, « Temporalités, espaces et Individu compressé en Chine », *Temporalités*, vol. 26 [DOI : <https://doi.org/10.4000/temporalites.3819>].
- SANJUAN Thierry, 2013, « Les nouvelles trames de l'espace chinois : campagnes, villes et métropolisation (entretien avec Pierre Clément dans la table ronde organisé par Thierry Sanjuan) », *Urbanité*.
- THIREAU Isabelle, 2020, *Des lieux en commun. Une ethnographie des rassemblements publics en Chine*, Paris, Éditions de l'EHESS.
- VALJAKKA Minna, WANG Meiqin (dir.), 2018, *Visual Arts, Representations and Interventions in Contemporary China: Urbanized Interfaces*, Amsterdam, Amsterdam University Press.
- VEG Sebastian, 2009, *Fictions du pouvoir chinois : Littérature, modernisme et démocratie au début du XX^e siècle*, Paris, Éditions de l'EHESS.
- ZHANG Li, 2001, *Strangers in the city: Reconfigurations of space, power, and social networks within China's floating population*, Stanford, Stanford University Press

COORDINACIÓN DEL MONOGRÁFICO

Olivier Chadoin, Jérémy Cheval y Nicolas Idier

CALENDARIO

Los artículos se enviarán a más tardar el **6 de noviembre de 2023**

DIRECCIÓN PARA LA CORRESPONDENCIA

Exclusivamente en versión digital por correo electrónico a las tres direcciones siguientes:

olivier.chadoin@bordeaux.archi.fr; jeremycheval@hotmail.com; idier.chine@gmail.com

Los autores que tengan dudas sobre la pertinencia de su propuesta pueden ponerse en contacto con los coordinadores

ATENCIÓN

La revista no acepta propuestas de artículos, sólo artículos completos.

Los artículos no deben superar los 45.000 caracteres (espacios incluidos), contabilizando texto, notas, referencias bibliográficas y anexos, pero no resúmenes ni palabras clave.

Las normas de presentación y los consejos a los autores están disponibles en el sitio web de la revista:

https://www.editions-eres.com/uploads/documents/conditionsPublication/201906112815eas_normes-editoriales-a-consignes-auteurs_07.11.18_diffusion.pdf

La revista recuerda que cualquier autor puede enviarle, en cualquier momento, un artículo fuera de la temática del monográfico, siempre que trate de la relación entre espacios, territorios y poblaciones en un sentido amplio y que respete las normas de publicación.

Spaces and societies
Call for papers for the journal feature:
Chinese public space, a shared space?

Coordinated by Olivier Chadoin, Jérémy Cheval and Nicolas Idier

Chinese urbanization in the last few decades has aroused fascination and concern in equal measure for its excess, and for the speed and sometimes even the radicality of the changes it has brought. Between large-scale new cities, urban villages and urban migrations, old neighborhoods (hutong) and standardized cities, the development of mass surveillance as a security version of the smart city... the “Chinese-made city” (Doulet, 2013), whether perceived as the expression of the urban nightmare or as an “attractor of the contemporary world” (Lussault, 2019), has become a symbol of both power and fragility. Beijing, Shanghai, Hong Kong, Shenzhen, Canton, Chongqing, Wuhan... are all international cities whose image has a obvious influence. However, in our perception perception of them, as well as in their analysis, there is a risk of falling into the trap of stereotypical and geocentric readings of the urban phenomenon. In fact, this urbanization has not taken place in accordance with a perfect blueprint drawn up by a deliberately dirigiste power. Despite the mode of governance specific to China’s national political system, what we find in China is a heterogeneity of local and regional urban situations. The various tensions between desires for standardization, social practices, informal developments (Cheval, 2019; Descamps, 2019), but also the development of participatory and collaborative approaches (Lin, 2022), reveal a complex situation that needs to be elusive dated by detailed observations and analyses.

These observations and caveats form the basis of *Espaces et Sociétés*’ perspective on the Chinese city and urbanization, through a notion that is both distinctive and paradoxical in China: public space. The title of this call for papers, “Chinese public space, a shared space?” questions on the one hand the specific definition of Chinese public space, which is undergoing very rapid changes, and on the other hand its ability to be “shared” locally and internationally. 21st-century urban China has in fact evolved in two – sometimes opposite – directions, between internationalization and sovereignty. While the Chinese political system is characterized by a stability that remains proof against crises and internal changes, the urban phenomenon is nevertheless marked by different periods and recent events that have punctuated its evolution: the country’s entry into the World Trade Organization in 2001, the Beijing Olympics in 2008, the Shanghai World Expo in 2010, the launch of the New Silk Road program (Belt and Road Initiative) in 2013, or even the start of the health crisis in Wuhan in 2019 and the urban version of the Zero-Covid policy. In other words, the pace of its urban development has visible consequences on socio-spatial dynamics and on the evolution of rules and norms in Chinese public space. While the links between spaces and society have been analyzed through the prism of the making of civil society (Veg, 2009; Thireau, 2020), toponymy (Zhang 2001, Qian 2014), social and urban transformation processes (Cheval 2018), or of sensoriality (Frangville et al. , 2020; Bellot 2020), they have so far been relatively little approach from the angle of representations (Valjakka and Wang, 2018). This number of the journal thus invites a critical perspective on the perceptions and representations of the dynamic relationship between space and society through public spaces in China.

Chinese public space (*gonggong kongjian* ,公共空间) is generally devoid of a component that is essential in the Western understanding of the term – the public sphere (Habermas, 1978; Chye, 2008; Paquot, 2009). Until the 20th century, the description of spaces in cities, temples

and houses, was covered a gradation between public and private, passing through intermediate variants called “semi-public” and “semi-private” spaces. In the 21st century, in the contemporary Chinese city, all of these descriptions come together in what is called “shared space” (Sanjuan, 2016; Cheval, 2018) (*gongxiang kongjian* 共享空间 or *heyong kongjian* 合用空间). Be it streets, alleys, cul-de-sacs, parks, squares, courtyards, halls, corridors, kitchens, car parks, all these spaces have either proliferated or diminished in cities. They are symbols of transformations, movements and interactions (Gaubtaz, 2008; Graezer-Bideau, 2012), heirs to a notion of public space defined by the vibration of the street (Pirazzoli-t’ Serstevens, 1970 and not of the square, which for its part is heir to the Greek agora in European representations. As a result, historical interpretations of the Chinese city (Gabbiani, 2011) constantly question the mental representations that we have of it.

Shared spaces are not immune to the complex urban issues of renewal, management, maintenance and sustainable development (Idier, 2010; Douay, 2017). The definition of land holdings and planning policies have massively influenced their transformation or disappearance, adding or prohibiting various activities and usage rights. In consequence, any analysis of public spaces cannot ignore the sharing mechanisms they instigate (Roulleau-Berger, 2017). They are defined spatially by the evolution of boundaries and thresholds over time between informal practice and managed planning, fluctuating between acceptance, resistance or erasure. These spatial phenomena also testify to the tensions and social relations between actors, occupants, passers-by, and the different levels of governance (Gransow, 2014). We find in these places modes of social inclusion and exclusion, along with different power relations. They raise questions about imbalances in the allocation of resources and the distribution of benefits as they do everywhere in the world. Based on these guidelines, we propose two directions of study for this issue of the journal.

The first questions the categories of analysis, and the representations associated with them, of the relationships between spaces and societies: can we speak today of a paradoxical public space in the Chinese city? What are the uses, practices and meanings of such a space? How can we explore or adapt the categories we use to understand these places? What are the different categories of “inhabitants” and “users” of the Chinese city and how they interact? How do we go about questioning, adapting the Western categories that we use to understand these places? What roles can they play in the perception of the Chinese city and in the representations and visions of international urbanization? Can we identify an idea or an urbanistic representation of what these places “should be”?

The second direction of study casts light on what it means to “make do” with public space in the Chinese city: how do the current social and urban changes run counter to or negotiate with these practices and these different meanings of public space? This perspective can be adopted on at least two levels: the level of the “lived” city, i.e. practices and social uses, on the one hand, and on the other hand the level of the “designed” city, i.e. the mechanisms and logics of production. What does “inhabiting the public space” of the Chinese city mean for its inhabitants? How does the development of surveillance and monitoring technologies in particular modify the course of social interactions and uses? How do the dynamics of internal governance translate into shared spaces? How do local citizen movements or local singularities influence or not influence the design and realization of public spaces? Are all places open to the public covered by a single regulatory system? What role do commerce and the economy play in making space public? Is public space also cultural and artistic space? And finally, where are the margins of exclusion and the breaking points – physical or imaginary – in such a space?

It will therefore be essential for the proposed contributions to address the very question of the use and definitions of the terms “public space” or “shared space” in the Chinese context. The proposals may take several forms: either analyses focusing on places, situations, practices and facts, but also on biographical trajectories, which provide an account of the issues and modes of existence of Chinese public space; or critical and theoretical approaches, even epistemological questions, insofar as the notion of public space in the context of the Chinese city and its scientific uses remain open to examination. Finally, contributions that provide a mix of viewpoints and hence the possibility of comparison will be appreciated.

ADDITIONAL PROPOSAL for this issue: an interview with one or more Chinese writers.

BIBLIOGRAPHY

- BELLOT Marie, 2020, « Public space and affect: Political sensibilities, biographical narratives and emotional framing in China », *Civilisations*, vol. 69, p. 81-101.
- CHEVAL Jérémy, 2018, *Shanghai Shikumen Lilong, socio-spatial transformations of human settlement: appropriations in shared spaces beyond destruction*, thèse de doctorat en architecture et urbanisme, université Paris-Est-Tongji university (Shanghai).
- 2019, dossier « La Chine oriente », *Tous Urbains*, n° 27-28.
- CHYE Kiang Heng, 2008, « Chinese public space: A brief account », in Douglass Mike, Ho Kong, Ooi Giok Ling, *Globalization, the City and Civil Society un Pacific Asia. The social production of civic spaces*, Londres-New York, Routledge, p. 79-104.
- DESCAMP Jérémie, 2019, « Du conflit à l’institutionnalisation, le participatif comme pratique urbaine à Pékin », *Tous urbains*, n° 27-28, p. 76-80.
- DOUAY Nicolas (dir.), 2017, dossier « Urbanisme en Chine », *Perspectives chinoises*, vol. 1.
- DOULET Jean-François, 2013, *La ville made in China*, Paris, Ed. B2.
- FRANGVILLE Vanessa, PETIT Pierre, RICHAUD Lisa, 2020, « Public spaces in late socialist East Asia: Interactions, performativity, citizenship », *Civilisations*, vol. 69, p. 11-31.
- FRANGVILLE Vanessa, GAFFRIC Gwennael, 2021, *China’s Youth Cultures and Collective Spaces. Creativity, Sociality, Identity and Resistance*, Londres, Routledge.
- GABBIANI Luca, 2011, *Pékin à l’ombre du Mandat céleste – Vie quotidienne et gouvernement urbain sous la dynastie Qing (1644-1911)*, Paris, éditions de l’EHESS.
- GAUBATZ Piper, 2008, « Les nouveaux espaces publics en Chine urbaine », *Perspectives chinoises*, vol. 4 [URL : <http://journals.openedition.org/perspectiveschinoises/5143>, consulté le 13 mars 2023].
- GRAEZER-BIDEAU Florence, 2012, *La danse du yangge Culture et politique dans la Chine du XX^e siècle*, Paris, La Découverte.
- GRANSOW Bettina (dir.), 2014, dossier « Espaces urbains contestés, quel droit à la ville ? », *Perspectives chinoises*, vol. 2.
- HABERMAS Jürgen, 1978 [1962], *L’espace public : archéologie de la publicité comme dimension constitutive de la société bourgeoise*, Paris, Payot.
- IDIER Nicolas, 2010, *Shanghai. Histoire, promenades, anthologie et dictionnaire*, Paris, Robert Laffont.
- LIN Yanliu, 2022, « Rethinking collaborative planning in China: Does the communicative or agonistic planning theory matter? », *Planning Theory*, vol. 0, n° 0 [DOI : <https://doi.org/10.1177/14730952221122283>].
- LUSSAULT Michel, 2019, « La chine urbaine. Un attracteur du monde contemporain », *Tous urbains*, n° 27-28, p. 42-50.
- PAQUOT Thierry, 2009, *L’espace public*, Paris, La Découverte.

- PIRAZZOLI-T'SERSTEVENS Michèle, 1970, *CHINE, Architecture universelle*, Fribourg, Office du livre.
- QIAN Junxi, 2014, « From performance to politics? Constructing public and counter public in the singing of red songs », *European Journal of Cultural Studies*, vol. 17, n° 5, p. 602-628.
- ROULLEAU-BERGER Laurence, 2017, « Temporalités, espaces et Individu compressé en Chine », *Temporalités*, vol. 26 [DOI : <https://doi.org/10.4000/temporalites.3819>].
- SANJUAN Thierry, 2013, « Les nouvelles trames de l'espace chinois : campagnes, villes et métropolisation (entretien avec Pierre Clément dans la table ronde organisé par Thierry Sanjuan) », *Urbanité*.
- THIREAU Isabelle, 2020, *Des lieux en commun. Une ethnographie des rassemblements publics en Chine*, Paris, Éditions de l'EHESS.
- VALJAKKA Minna, WANG Meiqin (dir.), 2018, *Visual Arts, Representations and Interventions in Contemporary China: Urbanized Interfaces*, Amsterdam, Amsterdam University Press.
- VEG Sebastian, 2009, *Fictions du pouvoir chinois : Littérature, modernisme et démocratie au début du XX^e siècle*, Paris, Éditions de EHESS.
- ZHANG Li, 2001, *Strangers in the city: Reconfigurations of space, power, and social networks within China's floating population*, Stanford, Stanford University Press

FEATURE COORDINATORS

Olivier Chadoin, Jeremy Cheval, Nicolas Idier

TIMETABLE

articles to be submitted no later than **November 6, 2023**

ADDRESS FOR CORRESPONDENCE

exclusively by e-mail to the following three addresses:

olivier.chadoin@bordeaux.archi.fr ; jeremycheval@hotmail.com ; idier.chine@gmail.com

Authors uncertain about the suitability of their proposal can contact the coordinators

NB:

The journal does not accept article proposals, only completed articles.

Articles should not exceed 45,000 characters (including spaces), encompassing: text, notes, bibliographical references, appendices, but excluding abstracts and keywords.

The presentation requirements and advice for authors are available on the journal website:

https://www.editions-eres.com/uploads/documents/conditionsPublication/201906112815eas_normes-editoriales-a-consignes-auteurs_07.11.18_diffusion.pdf

The journal would like to remind potential contributors that they can at any time submit an article outside the subject of this special feature, if it is about the relationship between spaces, territories and populations in the widest sense, and provided that it meets the publication requirements.

Espaces et sociétés

Appel à articles pour le dossier thématique Recompositions sociales et inégalités dans les espaces ruraux

Coordonné par Philippe Hamman, Frédéric Richard et Greta Tommasi

L'intérêt scientifique pour les dynamiques sociospatiales dans les espaces ruraux et les modalités contemporaines du nouveau rural s'est affirmé progressivement et a connu une accélération ces dernières années, en France, en particulier auprès de jeunes chercheurs et chercheuses, ainsi que dans d'autres pays européens et nord-américains. La crise de la COVID-19 et les effets du (dé)confinement ont conduit de nombreux ménages à investir des espaces ruraux de toutes natures (isolés, littoraux, de montagne, proches des villes, etc.) et ont attiré l'attention sur les migrations des villes vers les campagnes. En France, ces mobilités, supposément inédites et encore difficiles à mesurer, ont fait l'objet d'innombrables articles de presse et ont également alimenté les débats locaux, parfois nourri l'hymne à la nouvelle idylle rurale, ou alors l'expression du rejet de l'autre, du nouveau venu. Par leur temporalité très singulière et leur spatialité sélective, ces mobilités ne sont qu'une composante complémentaire de dynamiques sociodémographiques plus profondément inscrites dans les campagnes françaises (Kayser, 1990 ; Pistre, 2012). Les recherches en la matière sont régulièrement appliquées à de nouveaux espaces ou à de nouveaux profils de population, par exemple étrangère (Berthomière et Imbert, 2020). En dehors de la France, et notamment dans les contextes européens et nord-américains, le réinvestissement des espaces ruraux a également été attesté, selon des modalités et des temporalités parfois différentes (Barcus, 2004 ; Camarero et Sanpedro, 2020).

Ainsi, par le jeu des mouvements migratoires et des renouvellements plus ou moins rapides et significatifs de populations, les espaces ruraux connaissent des évolutions socioprofessionnelles déjà largement lues par des chercheurs et chercheuses issu-e-s des diverses disciplines des sciences sociales. Depuis la fin des années 2000, plusieurs travaux ont par exemple mobilisé et alimenté le champ (issu des États-Unis) des migrations d'aménités, en particulier dans les zones de montagne, souvent propices à l'observation de l'attractivité des territoires ruraux (Moss, 2006 ; Cognard, 2010 ; Martin *et al.*, 2012 ; Barrioz, 2019). Cette grille de lecture a permis d'analyser les impacts des mobilités sur les espaces ruraux et de considérer la recomplexification sociale qui en résulte. Les campagnes concernées, riches en aménités (environnementales, culturelles, patrimoniales, touristiques, etc.), ont fait l'objet d'investissements qui ont pu rendre les marchés foncier et immobilier locaux inaccessibles aux classes populaires et même moyennes. Si en France, comme dans d'autres pays, les structures sociales des espaces ruraux tendent à s'équilibrer progressivement en faveur des catégories socioprofessionnelles supérieures qui y ont longtemps été très sous-représentées, une partie de ces espaces est désormais réservée aux classes sociales supérieures ou très supérieures et cela traduit de profondes inégalités, des rapports de domination, qui peuvent s'exprimer à plusieurs échelles et de différentes manières. L'environnement, dans sa matérialité biophysique et les représentations qu'il suscite est souvent central dans ces processus (Richard *et al.*, 2017). Des phénomènes de sélection, dont celui de gentrification rurale, travaillent ainsi certains espaces ruraux (Solana-Solana, 2010 ; Cretton, 2018 ; Nelson et Hines, 2018 ; Richard, 2021).

Pour autant, à l'image des migrations résidentielles et autres déclinaisons mobilitaires qui ne touchent pas équitablement tous les espaces, la recherche est peut-être, elle aussi, spatialement sélective, encore peu attirée par les campagnes qui continuent de perdre des habitant-e-s ou, pire, par celles dont les soldes migratoires demeurent négatifs. Certes, démographes, géographes et sociologues restent, en France, pénalisé-e-s par les problématiques d'échelles auxquelles les données sont produites et susceptibles d'être traitées pour les communes de petite taille. Malgré cela s'esquisse une

géographie des campagnes populaires, où habitent des populations modestes, précaires, ou même pauvres (Pagès, 2004 ; Coquard, 2019 ; Roche, 2016). Au même titre que la pauvreté elle-même, qui n'a rien de commun entre celle subie par une mère seule non qualifiée, employée à temps partiel, mais intégrée au sein de fortes solidarités familiales, ou celle presque revendiquée par de jeunes porteur-euse-s de projets alternatifs vivant des minima sociaux (lorsqu'ils existent) en habitat léger, ou encore celle de travailleur-euse-s étranger-ère-s (Morén-Alegret et Solana, 2004), les facteurs explicatifs peuvent être très variables. Ils tiennent parfois aussi aux appareils productifs locaux, avec des marchés du travail quelquefois fragiles, proposant ici une agriculture très spécialisée et tendanciellement inapte à générer des revenus dignes, ou là, un long cycle de désindustrialisation qui n'est pas compensée par l'émergence de nouveaux emplois.

Cependant, au-delà des différentes trajectoires sociospatiales, les campagnes ne sont pas homogènes et les deux tendances évoquées peuvent cohabiter, avec en outre chacune ses multiples nuances, à une échelle fine, y compris infracommunale. De même que les recompositions sociospatiales des métropoles ont pu le faire dans les années 2000, celles des campagnes contemporaines n'y entraîneraient-elles pas aussi des formes de fragmentation sociale, avec des coprésences entre populations aux profils sociaux hétérogènes ? Cela ne rend-il pas d'autant plus visibles les inégalités socio-environnementales, inégalités qui « met[tent] en jeu des différences d'exposition et de capacités de protection [face aux risques et nuisances environnementales] d'une part, et d'autre part, d'accès aux ressources et aménités environnementales » (Emelianoff, 2006, p. 36) ? Dans des territoires ruraux gentrifiés par exemple, il est possible d'observer des interstices où résident des populations pauvres ou précaires, dont des populations immigrées aux statuts juridiques divers, parfois employées au service des populations plus fortunées, rendant la confrontation entre les écarts de revenus et de mode de vie d'autant plus intense et tangible. De plus, les profils sociaux peuvent aussi être envisagés dans leurs nuances : on pourrait ainsi considérer le nombre et la part toujours croissants des retraité-e-s, dont les profils vont des ancien-ne-s agriculteur-trice-s ou ouvrier-ère-s locaux-les plus ou moins paupérisé-e-s, aux migrant-e-s aisé-e-s ou très riches, nationaux ou étrangers, aux populations hypermobiles et transnationales.

Si d'autres articles de la revue *Espaces et Sociétés* ont abordé des questions relatives aux espaces ruraux (par exemple Verhaeghe, 2021 ; Cailly *et al.* 2022), l'objectif de ce dossier est de proposer des éclairages, y compris historicisés, sur les divers processus sociospatiaux qui concernent les espaces ruraux, tels que la gentrification, la marginalisation, la fragmentation. Cette démarche pourra mettre en avant le caractère systémique de ces évolutions, ainsi que leurs cohabitations, à travers une analyse multiscale, de l'échelle internationale à l'échelle microlocale. Trois axes se dégagent plus particulièrement.

1. Les espaces ruraux connaissent des trajectoires sociales contrastées, avec des recomplexifications pouvant conduire à des territoires marqués par un entre-soi élitiste, dans d'autres cas à la relégation des populations plus fragiles, sans oublier les différentes formes de coprésence ou de cohabitation. Il s'agira alors d'interroger les formes, les échelles et les temporalités de ces recompositions, mais également les défis méthodologiques et statistiques de cette analyse.
2. Ces recompositions sociospatiales peuvent produire ou entretenir des rapports de domination, mais aussi des alliances locales. Ainsi, quels sont les leviers sur lesquels les acteurs s'appuient pour construire ou entretenir les rapports de force, ou à l'inverse pour créer des alliances ? En particulier, l'environnement, y compris en tant que support de pratiques récréatives et touristiques ou encore en étant au cœur de nouveaux enjeux liés aux énergies renouvelables, est souvent structurant dans ces nouveaux rapports sociaux : de quelle manière devient-il un outil de domination au sein des espaces ruraux ? Ou *a contrario*, peut-il contribuer à créer de nouvelles coopérations ? Quelles nouvelles tensions ou concurrences entre différents groupes sociaux peut-on observer, liés aux multiples usages de l'environnement (espaces résidentiels ou de loisirs, de production agricole ou énergétique, etc.) ?
3. Au regard de l'ensemble de ces mutations sociodémographiques, il serait difficile de ne pas s'interroger sur les politiques publiques mises en œuvre par les États et/ou les collectivités

territoriales. Comment réagissent ces derniers aux processus de gentrification rurale, à la paupérisation d'une partie de la population, à la fragmentation sociospatiale ? De quels outils disposent-ils et comment les utilisent-ils, par exemple dans le domaine de l'action sociale, du logement, de l'urbanisme, etc. ?

Nous attendons des contributions de diverses disciplines des sciences sociales qui pourront se fonder sur une acception large du rural, potentiellement émancipée de nomenclatures statistiques contraignantes sur le plan analytique et pouvant s'étendre des campagnes proches des villes aux plus éloignées. Les contributions pourront porter sur des études de cas en France et sur d'autres pays européens ou nord-américains, y compris à travers une démarche comparative, afin d'interroger la dimension transnationale de ces processus ou, au contraire, d'en mettre en lumière les dynamiques spécifiques.

Bibliographie

BARCUS Holly R., 2004, « Rural In-Migration in the USA: An Analysis of Residential Satisfaction », *Regional Studies*, vol. 38, n° 6, p. 643-658.

BARRIOZ Anne, 2019, *S'installer et vivre dans les hautes vallées alpines : des trajectoires de vie entre attractivité et capacité d'adaptation des territoires*, thèse de doctorat en géographie, université Grenoble-Alpes.

BERTHOMIÈRE William, IMBERT Christophe, 2020, « Le refuge ariégeois : atout et diversité d'une topographie de l'accueil », *Revue de Géographie Alpine – Journal of Alpine Research*, vol. 108, n° 2, [URL : <https://journals.openedition.org/rga/7003>, consulté le 22 novembre 2022].

CAILLY Laurent, HUYGUE Marie, OPPENCHAIM Nicolas, 2022, « Trajectoires mobilitaires et résidentielles des habitants du périurbain et du rural : des socialisations tout au long de la vie », *Espaces et sociétés*, n° 184-185, p. 17-32.

CAMARERO Luis, SANPEDRO Rosario, 2020, « La inmigración dinamiza la España rural », *Observatorio Social La Caixa* [URL : <https://elobservatoriosocial.fundacionlacaixa.org/-/la-immigraci%C3%B3-dinamiza-l-espanya-rural>, consulté le 22 novembre 2022].

COGNARD, Françoise, 2010, « *Migrations d'agrément* » et nouveaux habitants dans les moyennes montagnes françaises : de la recomposition sociale au développement territorial, thèse de doctorat en géographie, université Blaise Pascal (Clermont-Ferrand).

COQUARD Benoît, 2019, *Ceux qui restent. Faire sa vie dans les campagnes en déclin*, Paris, La Découverte.

CRETTON Viviane, 2018, « In Search of a Better World in the Swiss Alps. Lifestyle Migration, Quality of Life, Gentrification », in Hana Horáková, Andrea Boscoboinik et Robin Smith éd., *Utopia and Neoliberalism. Ethnographies of Rural Spaces*, Zurich, LIT Verlag, p. 105-125.

EMELIANOFF Cyria, 2006, « Connaître ou reconnaître les inégalités environnementales ? », *ESO Travaux et documents*, n° 25, p. 35-43.

KAYSER Bernard, 1990, *La renaissance rurale : sociologie des campagnes du monde occidental*, Paris, Armand Colin.

MARTIN Niels, BOURDEAU Philippe, DALLER Jean-François, 2012, *Les migrations d'agrément, du tourisme à l'habiter*, Paris, L'Harmattan.

MORÉN-ALEGRET Ricard, SOLANA Miguel, 2004, « Foreign Immigration in Spanish Rural Areas and Small Towns: Current Situation and Perspectives », *Finisterra*, vol. 39, n° 77 [URL : <https://doi.org/10.18055/Finis1559>, consulté le 22 novembre 2022].

MOSS Laurence A. G., 2006, *The Amenity Migrants: Seeking and Sustaining Mountains and Their Cultures*, Oxford, CABI.

NELSON Peter B., HINES J. Dwight, 2018, « Rural Gentrification and Networks of Capital Accumulation », *Environment and Planning A*, vol. 50, n° 7, p. 1473-1495.

PAGÈS Alexandre, 2004, *La pauvreté en milieu rural*, Toulouse, Presses universitaires du Mirail.

ROCHE Agnès, 2016, *Des vies de pauvres. Les classes populaires dans le monde rural*, Rennes, PUR.

PISTRE Pierre, 2012, *Renouveaux des campagnes françaises : évolutions démographiques, dynamiques spatiales et recomposition sociales*, thèse de doctorat en géographie, université Paris Diderot.

RICHARD Frédéric, TOMMASI Greta, SAUMON Gabrielle, 2017, « Le capital environnemental, nouvelle clé d'interprétation de la gentrification rurale ? », *Noréis*, n° 243, p. 89-110.

RICHARD Frédéric, 2021, *La gentrification rurale au regard de l'expérience britannique. Traverser les frontières, lire le processus et s'appropriier la notion*, Limoges, Presses universitaires de Limoges.

SOLANA-SOLANA Miguel, 2010, « Rural Gentrification in Catalonia, Spain: A Case Study of Migration, Social Change and Conflicts in the Empordanet Area », *Geoforum*, vol. 41, n° 3, p. 508-517.

VERHAEGHE Laetitia, 2021, « Le déploiement local des énergies renouvelables à l'amorce d'un mutualisme villes-campagnes ? », *Espaces et sociétés*, n° 182, p. 33-54.

COORDINATION DU DOSSIER

Philippe Hamman, Frédéric Richard, Greta Tommasi

CALENDRIER

Envoi des articles au plus tard **le 1^{er} septembre 2023**

ADRESSE POUR LA CORRESPONDANCE

exclusivement en version électronique par courriel aux trois adresses suivantes :

phamman@unistra.fr ; frederic.richard@unilim.fr ; greta.tommasi@unilim.fr

Les auteurs qui s'interrogent sur la pertinence de leur proposition peuvent contacter les coordinateurs

ATTENTION

La revue n'accepte pas de propositions d'articles, mais des articles complets.

Les articles ne dépassent pas 45 000 signes (espaces comprises) en incluant : texte, notes, références bibliographiques, annexes, mais hors résumés et mots clés.

Les normes de présentation et les conseils aux auteurs sont disponibles sur le site de la revue :

https://www.editions-eres.com/uploads/documents/conditionsPublication/201906112815eas_normes-editoriales-a-consignes-auteurs_07.11.18_diffusion.pdf

La revue rappelle que tout auteur peut lui adresser, à tout moment, un article en hors dossier, si celui-ci concerne le rapport espaces, territoires et populations au sens large et s'il respecte les normes de publication.

Convocatoria de artículos para el monográfico

Recomposiciones sociales y desigualdades en las áreas rurales

Coordinado por Philippe Hamman, Frédéric Richard y Greta Tommasi

El interés científico por las dinámicas socioespaciales de las áreas rurales y las modalidades contemporáneas de renovación rural ha ido ganando peso y, en los últimos años, ha conocido una aceleración en Francia, sobre todo entre los jóvenes investigadores e investigadoras, y también en otros países europeos y norteamericanos. La crisis de la COVID-19 y los efectos del (des)confinamiento han llevado a muchos hogares a invertir en espacios rurales de todo tipo (aislados, litorales, de montaña, cercanos a las ciudades, etc.) y han llamado la atención sobre la migración de las ciudades al campo. Estas movilidades supuestamente inéditas y aún difíciles de medir, han sido objeto, en Francia, de innumerables artículos de prensa y también han dado lugar a debates locales, a veces alimentando el himno al nuevo idilio rural o la expresión del rechazo al otro, al recién llegado. Por su singular temporalidad y su espacialidad selectiva, estas movilidades no son más que una componente complementaria de dinámicas sociodemográficas más profundamente arraigadas en el medio rural francés (Kayser, 1990; Pistre, 2012). Las investigaciones en esta materia tienden a aplicarse sobre nuevos territorios o sobre nuevos perfiles de población, como por ejemplo los extranjeros (Berthomière e Imbert, 2020). Fuera de Francia, y en particular en contextos europeos y norteamericanos, la vuelta a los espacios rurales ha sido igualmente verificada, a veces con modalidades y temporalidades distintas (Barcus, 2004; Camarero y Sampedro, 2020).

Así, como consecuencia de los movimientos migratorios y de la renovación demográfica más o menos rápida y significativa, las zonas rurales están experimentando evoluciones socioprofesionales que ya han sido ampliamente analizadas por los investigadores e investigadoras de diversas disciplinas de las ciencias sociales. Por ejemplo, desde finales de la década del 2000, varios estudios se han desarrollado y han alimentado el ámbito de reflexión (proveniente de Estados Unidos) sobre las migraciones de amenidades, en particular en áreas de montaña, que a menudo son propicias para la observación de la capacidad de atracción de los medios rurales (Moss, 2006; Cognard, 2010; Martin et al., 2012; Barrioz, 2019). Esta matriz de análisis ha permitido estudiar los impactos de las movilidades en áreas rurales y considerar la recomplejización social resultante. Las áreas rurales consideradas, ricas en amenidades (medioambientales, culturales, patrimoniales, turísticos, etc.), han sido objeto de inversiones que han podido convertir en inaccesibles para las clases trabajadoras - e incluso para las clases medias - los mercados inmobiliarios locales. Aunque en Francia, como en otros países, las estructuras sociales de las áreas rurales tienden a equilibrarse progresivamente en favor de las categorías socioprofesionales superiores, que durante mucho tiempo estuvieron muy infrarrepresentadas, una parte de esos territorios está ahora reservada a las clases sociales altas o muy altas, lo que se traduce en profundas desigualdades y relaciones de dominación que pueden expresarse a varias escalas y de diferentes maneras. El medio ambiente, en su

materialidad biofísica y en las representaciones que suscita, ocupa a menudo un lugar central en estos procesos (Richard et al., 2017). Fenómenos de selección, entre ellos la gentrificación rural, están así abriéndose camino en algunos espacios rurales (Solana-Solana, 2010; Cretton, 2018; Nelson y Hines, 2018; Richard, 2021).

Sin embargo, al igual que las migraciones residenciales y otras formas de movilidad no afectan de la misma manera a todos los territorios, quizá también la investigación está siendo selectiva desde un punto de vista espacial y sigue sin mostrar mucho interés por las áreas rurales que siguen perdiendo habitantes, o peor aún, por aquellas cuyos saldos migratorios siguen siendo negativos. Es cierto que, en Francia, la investigación de la demografía, la geografía y la sociología de los pequeños municipios sigue penalizada por las escalas a las que se producen y pueden procesarse los datos. A pesar de ello, está surgiendo una geografía del medio rural popular, donde viven poblaciones modestas, precarias o incluso pobres (Pagès, 2004; Coquard, 2019; Roche, 2016). Al igual que sucede con la pobreza en sí misma (nada tiene que ver la que sufre una madre soltera sin cualificación, empleada a tiempo parcial, pero integrada en una fuerte solidaridad familiar, con la que prácticamente reivindican los y las jóvenes con proyectos alternativos, que viven de los mínimos sociales (allí donde existen), o la que afecta a los trabajadores extranjeros) (Morén-Alegret y Solana, 2004), los factores explicativos de esa geografía rural popular pueden variar mucho. A veces también están relacionados con los sistemas de producción locales, con mercados de trabajo que pueden ser frágiles, vinculados a una agricultura muy especializada y tendencialmente incapaz de pagar salarios dignos, o con un largo ciclo de desindustrialización que no se ve compensado por la aparición de nuevos empleos.

Pero más allá de las diferentes trayectorias socioespaciales, el medio rural no es homogéneo y las dos tendencias mencionadas, cada una con sus múltiples matices, pueden coexistir a escala pequeña, incluso inframunicipal. Como ya pasó con las recomposiciones socioespaciales de las metrópolis en los años 2000, ¿no conducen también las del medio rural contemporáneo a formas de fragmentación social y presencias simultáneas (co-presencias) de poblaciones con perfiles sociales heterogéneos? ¿No hace esto aún más visibles las desigualdades socioambientales, desigualdades que "pon[en] en juego las diferencias de exposición y de capacidades de protección [frente a riesgos y molestias medioambientales], por un lado, y por otro, de acceso a los recursos y amenidades medioambientales" (Emelianoff, 2006, p. 36)? En las zonas rurales gentrificadas, por ejemplo, es posible observar intersticios en los que residen poblaciones pobres o precarias, incluidas poblaciones inmigrantes con diversos estatutos jurídicos, a veces empleadas al servicio de poblaciones más ricas, lo que hace que la confrontación entre las diferencias de renta y de modos de vida sea aún más intensa y tangible. Además, los perfiles sociales también pueden considerarse en sus matices: así, podríamos considerar el número y la proporción cada vez mayores de jubilados y jubiladas, con perfiles que van desde antiguos agricultores o trabajadores y trabajadoras locales más o menos empobrecidos o empobrecidas, hasta personas migrantes acomodadas o muy ricas, nacionales o extranjeras, hasta poblaciones hipermóviles y transnacionales.

Aunque otros artículos de la revista *Espaces et Sociétés* han abordado cuestiones relativas a los espacios rurales (por ejemplo, Verhaeghe, 2021; Cailly et al. 2022), el objetivo de este monográfico es arrojar luz, también desde la historia, sobre los diversos procesos socioespaciales que afectan a los espacios rurales, como la gentrificación, la marginación y la fragmentación. Este enfoque pondrá de relieve el carácter sistémico de estas evoluciones, así como sus coexistencias, a través de un análisis multiescalar, desde la escala internacional hasta la microlocal. Se destacan tres ejes en particular.

1. Las zonas rurales experimentan trayectorias sociales contrastadas, con recomplejizaciones que pueden conducir a territorios marcados por un *entre-soi* elitista o, en otros casos, a la relegación de las poblaciones más frágiles, sin olvidar las diferentes formas de co-presencia o de cohabitación. Se trata, por tanto, de cuestionar las formas, escalas y temporalidades de estas recomposiciones, pero también los retos metodológicos y estadísticos de tal análisis.

2. Estas recomposiciones socioespaciales pueden producir o sostener relaciones de dominación, pero también alianzas locales. En este sentido, ¿cuáles son las palancas en las que se apoyan los actores para construir o mantener relaciones de poder o, a la inversa, para crear alianzas? En particular, el medio ambiente, incluso como soporte de prácticas recreativas y turísticas, o por estar en el corazón de las nuevas problemáticas relacionadas con las energías renovables, es a menudo estructurante en estas nuevas relaciones sociales: ¿de qué manera se convierte en una herramienta de dominación dentro de los espacios rurales? O al contrario, ¿puede contribuir a la creación de nuevas cooperaciones? ¿Qué nuevas tensiones o competencias pueden observarse entre distintos grupos sociales, vinculadas a los múltiples usos del medio ambiente (espacios residenciales o de ocio, producción agrícola o energética, etc.)?

3. A la vista de todos estos cambios sociodemográficos, sería difícil no preguntarse por las políticas públicas aplicadas por los Estados o las administraciones locales. ¿Cómo reaccionan ante los procesos de gentrificación rural, de pauperización de una parte de la población o de fragmentación socioespacial? ¿De qué herramientas disponen y cómo las activan, por ejemplo, en el ámbito de la acción social, la vivienda, el urbanismo, etc.?

Esperamos contribuciones de diversas disciplinas de las ciencias sociales, que podrán basarse en una acepción amplia de lo rural, potencialmente liberada de nomenclaturas estadísticas analíticamente restrictivas, que puede englobar desde los entornos rurales próximos a las ciudades hasta los más remotos. Las contribuciones podrán centrarse en estudios de casos en Francia y en otros países europeos o norteamericanos, incluso mediante un enfoque comparativo, con el fin de cuestionar la dimensión transnacional de estos procesos o, por el contrario, para poner de relieve sus dinámicas específicas.

Bibliografía

BARCUS Holly R., 2004, « Rural In-Migration in the USA: An Analysis of Residential Satisfaction », *Regional Studies*, vol. 38, nº 6, p. 643-658.

BARRIOZ Anne, 2019, *S'installer et vivre dans les hautes vallées alpines : des trajectoires de vie entre attractivité et capacité d'adaptation des territoires*, thèse de doctorat en géographie, université Grenoble-Alpes.

BERTHOMIÈRE William, IMBERT Christophe, 2020, « Le refuge ariégeois : atout et diversité d'une topographie de l'accueil », *Revue de Géographie Alpine – Journal of Alpine Research*, vol. 108, n° 2, [URL : <https://journals.openedition.org/rga/7003>, consultado el 22 noviembre 2022].

CAILLY Laurent, HUYGUE Marie, OPPENCHAIM Nicolas, 2022, « Trajectoires mobilitaires et résidentielles des habitants du périurbain et du rural : des socialisations tout au long de la vie », *Espaces et sociétés*, n° 184-185, p. 17-32.

CAMARERO Luis, SAMPEDRO Rosario, 2020, « La inmigración dinamiza la España rural », *Observatorio Social La Caixa* [URL : <https://elobservatoriosocial.fundacionlacaixa.org/-/la-immigraci%C3%B3-dinamitza-l-espanya-rural>, consultado el 22 noviembre 2022].

COGNARD, Françoise, 2010, « *Migrations d'agrément* » et nouveaux habitants dans les moyennes montagnes françaises : de la recomposition sociale au développement territorial, tesis de doctorado en Geografía, Université Blaise Pascal (Clermont-Ferrand).

COQUARD Benoît, 2019, *Ceux qui restent. Faire sa vie dans les campagnes en déclin*, Paris, La Découverte.

CRETTON Viviane, 2018, « In Search of a Better World in the Swiss Alps. Lifestyle Migration, Quality of Life, Gentrification », in Hana Horáková, Andrea Boscoboinik et Robin Smith éd., *Utopia and Neoliberalism. Ethnographies of Rural Spaces*, Zurich, LIT Verlag, p. 105-125.

EMELIANOFF Cyria, 2006, « Connaître ou reconnaître les inégalités environnementales ? », *ESO Travaux et documents*, n° 25, p. 35-43.

KAYSER Bernard, 1990, *La renaissance rurale : sociologie des campagnes du monde occidental*, Paris, Armand Colin.

MARTIN Niels, BOURDEAU Philippe, DALLER Jean-François, 2012, *Les migrations d'agrément, du tourisme à l'habiter*, Paris, L'Harmattan.

MORÉN-ALEGRET Ricard, SOLANA Miguel, 2004, « Foreign Immigration in Spanish Rural Areas and Small Towns: Current Situation and Perspectives », *Finisterra*, vol. 39, n° 77 [URL : <https://doi.org/10.18055/Finis1559>, consultado el 22 noviembre 2022].

MOSS Laurence A. G., 2006, *The Amenity Migrants: Seeking and Sustaining Mountains and Their Cultures*, Oxford, CABI.

NELSON Peter B., HINES J. Dwight, 2018, « Rural Gentrification and Networks of Capital Accumulation », *Environment and Planning A*, vol. 50, n° 7, p. 1473-1495.

PAGÈS Alexandre, 2004, *La pauvreté en milieu rural*, Toulouse, Presses universitaires du Mirail.

ROCHE Agnès, 2016, *Des vies de pauvres. Les classes populaires dans le monde rural*, Rennes, PUR.

PISTRE Pierre, 2012, *Renouveaux des campagnes françaises : évolutions démographiques, dynamiques spatiales et recomposition sociales*, tesis de doctorado en Geografía, Université Paris Diderot.

RICHARD Frédéric, TOMMASI Greta, SAUMON Gabrielle, 2017, « Le capital environnemental, nouvelle clé d'interprétation de la gentrification rurale ? », *Norois*, n° 243, p. 89-110.

RICHARD Frédéric, 2021, *La gentrification rurale au regard de l'expérience britannique. Traverser les frontières, lire le processus et s'appropriar la notion*, Limoges, Presses universitaires de Limoges.

SOLANA-SOLANA Miguel, 2010, « Rural Gentrification in Catalonia, Spain: A Case Study of Migration, Social Change and Conflicts in the Empordanet Area », *Geoforum*, vol. 41, n° 3, p. 508-517.

VERHAEGHE Laetitia, 2021, « Le déploiement local des énergies renouvelables à l'amorce d'un mutualisme villes-campagnes ? », *Espaces et sociétés*, n° 182, p. 33-54.

COORDINACIÓN DEL MONOGRÁFICO

Philippe Hamman, Frédéric Richard, Greta Tommasi

CALENDARIO

Los artículos se enviarán a más tardar el **1 de septiembre de 2023**

DIRECCIÓN PARA LA CORRESPONDENCIA

Exclusivamente en versión digital por correo electrónico a las tres direcciones siguientes:

phamman@unistra.fr ; frederic.richard@unilim.fr ; greta.tommasi@unilim.fr

Los autores que tengan dudas sobre la pertinencia de su propuesta pueden ponerse en contacto con los coordinadores

ATENCIÓN

La revista no acepta propuestas de artículos, sólo artículos completos.

Los artículos no deben superar los 45.000 caracteres (espacios incluidos), contabilizando texto, notas, referencias bibliográficas y anexos, pero no resúmenes ni palabras clave.

Las normas de presentación y los consejos a los autores están disponibles en el sitio web de la revista:

https://www.editions-eres.com/uploads/documents/conditionsPublication/201906112815eas_normes-editoriales-a-consignes-auteurs_07.11.18_diffusion.pdf

La revista recuerda que cualquier autor puede enviarle, en cualquier momento, un artículo fuera de la temática del monográfico, siempre que trate de la relación entre espacios, territorios y poblaciones en un sentido amplio y que respete las normas de publicación.

Espaces et Sociétés

Call for articles for the thematic issue Social reconfigurations and inequalities in rural areas

Coordinated by Philippe Hamman, Frédéric Richard and Greta Tommasi

Scientific interest in sociospatial dynamics in rural areas and in contemporary forms of rural renewal has been increasing gradually and has accelerated in recent years in France, especially among young researchers, as well as in other European countries and in North America. The COVID-19 pandemic and the effects of lockdown and its lifting prompted many households to visit rural areas of all kinds (isolated, coastal, mountain, near cities, etc.) and drew attention to migrations from cities to the countryside. In France, these migrations, supposedly new and still hard to measure, have been the subject of innumerable press articles and have also triggered local debate, sometimes characterised by paeans of praise for the new rural idyll, sometimes expressing rejection of the other and the incomer. Because of their very particular timeframe and spatial selectivity, these mobilities are no more than an additional component of sociodemographic dynamics that are deeply embedded in the French countryside (Kayser, 1990; Pistre, 2012). Research in this field is often addressed to new areas or new demographic groups, for example foreigners (Berthomière, Imbert, 2020). Outside France, and notably in the rest of Europe and in North America, this return to the country has also been observed, though the forms and timeframes of the phenomenon may be different (Barcus, 2004; Camarero and Sampredo, 2020).

So as a result of the interplay of different speeds and scales of migratory movement and population turnover, rural areas are experiencing socio-professional changes that have already been extensively explored by researchers from diverse social science disciplines. Since the end of the 2000s, for example, a number of studies have drawn upon and contributed to the field of amenity migration (originally a US discipline), in particular in mountain areas which are often good places to investigate the attractiveness of rural territories (Moss, 2006; Cognard, 2010; Martin et al., 2012; Barrioz, 2019). This interpretative framework has been applied to analyse the impacts of mobilities on rural areas and to study the rising social complexity they occasion. The rural areas in question, with their wealth of amenities (environmental, cultural, heritage, touristic, etc.), have attracted new arrivals in numbers that in some cases have made local land and real estate markets unaffordable for existing working-class and even middle-class residents. In France, as in other countries, the socio-structural balance in rural areas is gradually shifting towards higher socio-economic categories which for a long time were underrepresented, and some of these areas are now restricted to people from higher or much higher socio-economic groups, and have produced deep inequalities and relations of domination that are expressed at different scales and in different ways. The environment, in its biophysical materiality and the representations it elicits is often central in these processes (Richard et al., 2017). Indeed, there are certain rural areas where selection processes such as rural gentrification are at work (Solana-Solana, 2010; Cretton, 2018; Nelson, Hines, 2018; Richard, 2021).

Nonetheless, as with residential migration and other forms of mobility that do not occur equitably in all areas, research itself is perhaps also spatially selective, taking little interest in countryside areas that are still undergoing population loss or, worse still, areas where the migratory balance remains negative. It is true that, in France, demographers, geographers and sociologists continue to struggle with the problem of the scales at which data are produced and processed for small communities. Despite this, a geography of the working-class countryside is emerging, focusing on areas inhabited by modest, vulnerable or even impoverished populations (Pagès, 2004; Coquard, 2019; Roche, 2016). Like poverty itself, where there is nothing in common between the poverty experienced by an unqualified single mother with a part-time job but who is part of a strong web of family relations, or

the poverty asserted almost with pride by young people embarking on alternative projects and living on minimum social benefits (where these exist) in temporary dwellings, or the poverty of foreign workers (Morén-Alegret, Solana, 2004), the explanatory factors can vary widely. Sometimes it is local production systems, with fragile job markets and a highly specialised type of agriculture that is intrinsically unable to generate adequate revenues, or sometimes it is a long cycle of deindustrialisation with no new jobs emerging to bring recovery.

However, beyond these different socio-spatial trajectories, the countryside is not homogeneous and the two trends above can coexist, along with multiple nuances in both cases at a granular – even sub-municipal – scale. As happened with the socio-spatial reconfigurations of the cities in the 2000s, would not those affecting contemporary rural areas also generate forms of social fragmentation caused by the copresence of populations with disparate social characteristics? And does not this make the socio-environmental inequalities even more visible, inequalities that “bring into play differences of exposure to and capacities of protection [against environmental risks and damage] on the one hand, and on the other hand differences in access to environmental resources and amenities” (Emelianoff, 2006. P.36)? In gentrified rural areas, for example, it is possible to find pockets of population inhabited by poor or vulnerable groups, including immigrant populations of varying legal status, who are sometimes employed to serve the wealthier inhabitants, making the comparison between income and lifestyle differences all the more intense and tangible. Moreover, social profiles can also be highly nuanced: for example, an ever-growing number and proportion of retired people, who may be former local farmers or labourers, experiencing different degrees of poverty. Alongside them may be wealthy or very wealthy migrants from other parts of France or from abroad, made up of hyper-mobile and transnational populations.

While other articles in the journal *Espaces et Sociétés* have tackled issues relating to rural areas (e.g. Verhaeghe, 2021; Cailly et al. 2022), the purpose of this feature is to elucidate and historicise the different socio-spatial processes underway in rural areas, such as gentrification, marginalisation and fragmentation. This approach might highlight the systemic nature of these changes, as well as their copresence, through a multiscale analysis ranging from the international to the micro-local scale. A number of specific processes emerge:

1. Rural areas are experiencing contrasting social trajectories, with rising levels of complexity that could lead to some territories being marked by an exclusionary elitism, others by eviction of the most fragile populations, and finally others by different forms of copresence or coexistence. In this case, the scales and temporalities of these reconfigurations will need to be examined, together with the methodological and statistical challenges associated with such an analysis.
2. These socio-spatial reconfigurations can generate or maintain relations of domination, but also local alliances. What instruments can the various stakeholders use to build or maintain power relations, or conversely to create alliances? In particular, the environment, whether as a context for recreational and touristic practices or as the focus of new challenges associated with renewable energy, is often fundamental in these new social relations: in what way is it becoming an instrument of domination in rural areas? Or conversely, can it help to create new forms of cooperation? What new tensions or forms of competition between different social groups can be observed, linked with the multiple uses of the environment (residential or leisure spaces, farming or energy production spaces, etc.)?
3. Given all these sociodemographic changes, questions inevitably arise over the public policies implemented by states and/or local authorities. How are they reacting to the processes of rural gentrification, to the impoverishment of sections of the population, to socio-spatial fragmentation? What tools do they have and how do they use them, for example in the sphere of social action, housing, urban planning, etc.?

We are looking for contributions from different social science disciplines, which may be based on a broad definition of the rural, not necessarily bound by analytically restrictive statistical

classifications, and therefore able to cover rural areas of different kinds, from those close to cities to those in the deep countryside. Contributions may be based on case studies in France and on other European or North American countries, including comparative perspective, in order to explore the transnational dimension of these processes or, conversely, to highlight specific dynamics.

Bibliography

- BARCUS Holly R., 2004, "Rural In-Migration in the USA: An Analysis of Residential Satisfaction", *Regional Studies*, vol. 38, n° 6, p. 643-658.
- BARRIOZ Anne, 2019, *S'installer et vivre dans les hautes vallées alpines : des trajectoires de vie entre attractivité et capacité d'adaptation des territoires*, thèse de doctorat en géographie, université Grenoble-Alpes.
- BERTHOMIÈRE William, IMBERT Christophe, 2020, « Le refuge ariégeois : atout et diversité d'une topographie de l'accueil », *Revue de Géographie Alpine – Journal of Alpine Research*, vol. 108, n° 2, [URL : <https://journals.openedition.org/rga/7003>, accessed on November 22, 2022].
- CAILLY Laurent, HUYGUE Marie, OPPENCHAIM Nicolas, 2022, « Trajectoires mobilitaires et résidentielles des habitants du périurbain et du rural : des socialisations tout au long de la vie », *Espaces et sociétés*, n° 184-185, p. 17-32.
- CAMARERO Luis, SANPEDRO Rosario, 2020, « La inmigración dinamiza la España rural », *Observatorio Social La Caixa* [URL : <https://elobservatoriosocial.fundacionlacaixa.org/-/la-immigraci%C3%B3-dinamiza-l-espanya-rural>, accessed on November 22, 2022].
- COGNARD, Françoise, 2010, « *Migrations d'agrément* » et nouveaux habitants dans les moyennes montagnes françaises : de la recomposition sociale au développement territorial, thèse de doctorat en géographie, université Blaise Pascal (Clermont-Ferrand).
- COQUARD Benoît, 2019, *Ceux qui restent. Faire sa vie dans les campagnes en déclin*, Paris, La Découverte.
- CRETTON Viviane, 2018, "In Search of a Better World in the Swiss Alps. Lifestyle Migration, Quality of Life, Gentrification", in Hana Horáková, Andrea Boscoboinik and Robin Smith ed., *Utopia and Neoliberalism. Ethnographies of Rural Spaces*, Zurich, LIT Verlag, p. 105-125.
- EMELIANOFF Cyria, 2006, « Connaître ou reconnaître les inégalités environnementales ? », *ESO Travaux et documents*, n° 25, p. 35-43.
- KAYSER Bernard, 1990, *La renaissance rurale : sociologie des campagnes du monde occidental*, Paris, Armand Colin.
- MARTIN Niels, BOURDEAU Philippe, DALLER Jean-François, 2012, *Les migrations d'agrément, du tourisme à l'habiter*, Paris, L'Harmattan.
- MORÉN-ALEGRET Ricard, SOLANA Miguel, 2004, "Foreign Immigration in Spanish Rural Areas and Small Towns: Current Situation and Perspectives", *Finisterra*, vol. 39, n° 77 [URL : <https://doi.org/10.18055/Finis1559>, accessed on November 22, 2022].
- MOSS Laurence A. G., 2006, *The Amenity Migrants: Seeking and Sustaining Mountains and Their Cultures*, Oxford, CABI.
- NELSON Peter B., HINES J. Dwight, 2018, "Rural Gentrification and Networks of Capital Accumulation", *Environment and Planning A*, vol. 50, n° 7, p. 1473-1495.
- PAGÈS Alexandre, 2004, *La pauvreté en milieu rural*, Toulouse, Presses universitaires du Mirail.
- ROCHE Agnès, 2016, *Des vies de pauvres. Les classes populaires dans le monde rural*, Rennes, PUR.

PISTRE Pierre, 2012, *Renouveaux des campagnes françaises : évolutions démographiques, dynamiques spatiales et recomposition sociales*, thèse de doctorat en géographie, université Paris Diderot.

RICHARD Frédéric, TOMMASI Greta, SAUMON Gabrielle, 2017, « Le capital environnemental, nouvelle clé d'interprétation de la gentrification rurale ? », *Norois*, n° 243, p. 89-110.

RICHARD Frédéric, 2021, *La gentrification rurale au regard de l'expérience britannique. Traverser les frontières, lire le processus et s'appropriier la notion*, Limoges, Presses universitaires de Limoges.

SOLANA-SOLANA Miguel, 2010, "Rural Gentrification in Catalonia, Spain: A Case Study of Migration, Social Change and Conflicts in the Empordanet Area", *Geoforum*, vol. 41, n° 3, p. 508-517.

VERHAEGHE Laetitia, 2021, « Le déploiement local des énergies renouvelables à l'amorce d'un mutualisme villes-campagnes ? », *Espaces et sociétés*, n° 182, p. 33-54.

FEATURE COORDINATORS

Philippe Hamman, Frédéric Richard, Greta Tommasi

TIMETABLE

Articles to be submitted no later than September 1, 2023

CORRESPONDENCE ADDRESS

Exclusively by email to the following three addresses:

phamman@unistra.fr; frederic.richard@unilim.fr; greta.tommasi@unilim.fr

Authors who are not certain whether their article is suitable can contact the feature coordinators.

NB:

The journal does not accept article proposals, only completed articles.

Articles should not exceed 45,000 characters, including spaces, text, notes, bibliographical references, appendices, but excluding abstracts and keywords.

The presentation requirements and advice for authors are available on the journal website:

https://www.editions-eres.com/uploads/documents/conditionsPublication/201906112815eas_normes-editoriales-a-consignes-auteurs_07.11.18_diffusion.pdf

The journal would like to remind potential contributors that they can at any time submit an article outside the subject of this special feature, if it is about the relationship between spaces, territories and populations in the widest sense, and provided that it meets the publication requirements.